

Les mercenaires étrangers pendant la Guerre de Cent Ans comme migrants

In: Actes des congrès de la Société des historiens médiévistes de l'enseignement supérieur public. 18e congrès, Montpellier, 1987. pp. 279-286.

Citer ce document / Cite this document :

Billot Claudine. Les mercenaires étrangers pendant la Guerre de Cent Ans comme migrants. In: Actes des congrès de la Société des historiens médiévistes de l'enseignement supérieur public. 18e congrès, Montpellier, 1987. pp. 279-286.

doi : 10.3406/shmes.1987.1498

http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/shmes_1261-9078_1991_act_18_1_1498

Les mercenaires étrangers pendant la Guerre de Cent Ans comme migrants

par Claudine Billot – C N R S

Des mercenaires étrangers sont au service du roi de France pendant la Guerre de Cent Ans. Ce n'est pas une donnée nouvelle. Saint Louis a engagé des Génois comme l'amiral Jacopo da Levanto ou Giovannino, fils d'Oberto da Levanto¹. A Courtrai, en 1302, les hostilités sont ouvertes par le tir d'arbalétriers ligures et espagnols placés au premier rang des troupes royales². A ces spécialistes, il faut ajouter les contingents envoyés par les états voisins comme, par exemple, la Lorraine ou la Savoie³. Il s'agit de l'application de traités d'alliance, à la demande expresse du roi. Dans ces deux types de déplacements, ce sont des corps de troupes constitués, engagés pour quelques mois et dont armement et soldes ont été dûment précisés⁴.

Les sources concernant ces mercenaires étrangers posent des problèmes. Il y a, comme toujours, déséquilibre au profit des élites. Nous ignorons tout du destin ultérieur de la piétaille. Les documents conservés – retenues, montres et revues, quittances de gages, comptes, donations royales, lettres de naturalité, contrats privés – sont ponctuels⁵. Ils

1. Au seuil de cette communication, je tiens à remercier les collègues étrangers qui ont facilité mes recherches : G. Petti Balbi (Univ. de Gênes), A.D. Carr (Univ. de Bangor), K.A. Fowler (Univ. d'Edimbourg), J.A. Van Houtte.

Sur l'ensemble de ces problèmes, voir Ph. Contamine, *Guerre, État et Société à la fin du Moyen Age*, Paris, 1972 ; « Structures militaires de la France et de l'Angleterre au milieu du XV^e siècle », dans *Das Spätmittelalterliche Königtum im Europäischen Vergleich*, Reinhard Schneider éd., Sigmaringen, 1987, p. 319-334.

T. Belgrano, *Documenti inediti riguardanti le due crociate di san Ludovico, ré di Francia*, Gênes, 1859 : G. Petti Balbi, « Arte di governo e crociata : il *Liber Sanctii Passagii* di Galvano da Levanto », dans *Università degli Studi di Genova, Istituto di Civiltà classica cristiana medievale, Studi e ricerche*, t. VII, 1986, p. 131-168, à la p. 136.

2. P. Pieri, « Alcune questioni sopra la fanteria in Italia nel periodo comunale », dans *Rivista Storica Italiana*, série IV, t. L, oct.-déc. 1933, p. 561-614, aux p. 609-610.

3. P. Marot, *Les seigneurs lorrains à l'ost de 1383. Expédition de Charles VI à Bourbourg*, Epinal, 1926 ; J. Cordey, *Les comtes de Savoie et les rois de France pendant la Guerre de Cent Ans (1329-1391)*, Paris, 1911, p. 49-63, P. J. II et V. A plusieurs reprises, Philippe VI de Valois convoque le comte Aymon avec trois à quatre cents hommes d'armes.

4. Voir, par exemple, le contrat conclu entre Philippe VI et Ayton Doria le 25 octobre 1337 afin de retenir pendant quatre mois quarante galées génoises et monégasques – soit huit mille quatre cents hommes dont mille arbalétriers – moyennant cent quarante-quatre mille florins d'or (B.N., Cabinet des titres, P.O. 265, dossier Béhuchet (5776), n° 12, publié dans A. et E. Molinier, *Chronique normande du XIV^e siècle*, Paris (« Soc. Hist. de France »), 1882, app. III, p. 210-214.

5. Cl. Billot, « L'assimilation des étrangers dans le royaume de France aux XIV^e et XV^e siècles », dans *Revue Historique*, n°584, oct.-déc. 1983, p. 273-296. Pour un exemple local, voir A. Thomas, « Soldats italiens au service de la France », dans *Annales du Midi*, 1892, p. 68-70.

fournissent au mieux quelques jalons dans des biographies individuelles où subsistent bien des zones d'ombre⁶. A notre connaissance, il n'existe pas d'autobiographies d'étrangers qui auraient peut-être permis de mieux sonder les reins et les cœurs.

Malgré les lacunes de cette documentation, nous pouvons poser les trois questions fondamentales des migrations : Pourquoi ces étrangers viennent-ils dans le royaume ? Pourquoi les attire-t-on ou les retient-on ? Alors qu'ils étaient venus temporairement, pourquoi restent-ils définitivement ? On s'attachera donc à distinguer les facteurs politiques, psychologiques et personnels, étroitement imbriqués dans la réalité, qui expliquent ces déplacements et l'installation permanente dans le royaume de France de certaines familles.

* *
*

Dans l'armée française, des Gallois au quatorzième siècle, des Écossais au quinzième siècle sont présents. Nous connaissons les causes de leur engagement, les modalités de leurs luttes sur le continent et dans les îles britanniques. Nous savons enfin comment des Écossais se sont installés en France. Ce n'est pas le cas pour les Gallois, certes très inférieurs en nombre, mais qui disparaissent des documents continentaux au quinzième siècle.

Face à l'extension de l'hégémonie anglaise, Écossais et Gallois sont divisés. Certains membres de l'aristocratie cambrienne se rallient. Ils font carrière dans l'armée des vainqueurs comme sir Rhys ap Gruffyd (+1356), sir Hywel ap Gruffyd (+1381) ou sir Gregory Sais (+1390). Leurs compatriotes de rang social inférieur participent aux luttes anglaises dans les îles et sur le continent par le biais des levées, puis comme soldats professionnels. D'autres Gallois refusent, en revanche, de pactiser. Forts de leur langue et de leur culture spécifiques, de leurs liens familiaux et vassaliques, ils soutiennent successivement divers prétendants⁷.

Réfugiés en France, ces derniers font officiellement alliance avec le souverain. Llewellyn, fils de Griffith, signe avec Philippe III le Hardi un traité. Yvain de Galles, dernier héritier de cette même maison de Gwynned, est élevé comme page à la cour de Philippe VI de Valois puis de Jean le Bon. Il conclut à son tour un accord avec Charles V. Il y reconnaît un prêt de trois cent mille francs d'or et l'espoir de « son aide et confort de gens d'armes et de navires pour recouvrer le dit royaume qui est mon droit héritage ». Owen Glendowr, une fois élu prince de Galles, procède de même, en 1405, avec Charles VI⁸. De manière identique, sept traités confortent l'alliance franco-écossaise entre 1295 et 1428⁹.

6. J. Quicherat, *Rodrigue de Villandrando, l'un des combattants pour l'indépendance française au XV^e siècle*, Paris, 1879. A corriger et compléter par l'apport d'Ad. Rucquoi, *Recherches sur l'histoire de Valladolid au Moyen Age*, Paris-Sorbonne, 1985, thèse d'état ; *Valladolid en la Edad Media*, 2 vol., Valladolid, 1987, t. II, *El Mundo abreviado* ; « Français et Castillans pendant la Guerre de Cent Ans », à paraître dans *Actes du III^e Congrès national des sociétés savantes*, Poitiers, 1986.

A Bossuat, Perrinet Gressart et François de Surienne, *agents de l'Angleterre*, Paris, 1936.

7. A.D. Carr, « Welshmen and the Hundred Years' War », dans *The Welsh History Review*, vol. IV, n° 1, 1968, p. 21-46, « A Welsh knight in the Hundred Years' War », dans *Transactions of the Honourable Society of Cymmadorion*, 1978, p. 40-53 ; mise à jour par R.A. Griffith, « Bibliography of studies in Medieval Prosopography : Wales, 1970-1980 », dans *Medieval Prosopography*, vol. IV, n° 1, printemps 1983, p. 83-89.

8. A. Thierry, *Histoire de la conquête de l'Angleterre par les Normands*, Paris, 6^e éd., 1843, t. IV, p. J. p. 400-401 et 408-411 ; A.D. Carr, « Yvain de Galles, le témoignage du Pays de Galles », à paraître dans *Actes du III^e Congrès national des Sociétés savantes*, Poitiers, 1986.

9. Francisque-Michel, *Les Écossais en France, les Français en Écosse*, Londres, 1862, t. I ; catalogue de l'exposition *France-Écosse*, Paris, Archives nationales, 1956.

Les Gallois assument divers commandements militaires sur le continent. Ils sont regroupés en formations spécifiques dès le début de leur entreprise. Ils parviennent même à faire changer de camp certains compatriotes primitivement ralliés aux Anglais. Jean Wyn, dit le Poursuivant d'amours, apparenté à Yvain de Galles, déserte de cette manière. Après l'assassinat du prétendant en 1378, il lui succède d'ailleurs à la tête de ses troupes¹⁰. Si les biens patrimoniaux de ces exilés sont confisqués comme le sont, par exemple, ceux d'Henry Gwyn de Carmarthenshire¹¹, leur détermination et leur dépendance financière du roi de France s'en trouvent renforcées.

Les Écossais interviennent massivement dans le royaume de 1419 à 1424, date du désastre de Verneuil. D'après les estimations de Jacques d'Avout reprises par Bernard Chevalier, ils auraient compté, en trois vagues, plus de seize mille combattants¹². Avec quelques détachements lombards, ils forment d'ailleurs un temps l'essentiel de l'armée de Charles VII. Les souverains français espèrent que Gallois et Écossais feront diversion aux frontières occidentales et septentrionales de l'Angleterre. Ce dessein n'est réalisé par les uns et les autres que par à-coups et avec des fortunes diverses.

En échange, les Capétiens puis les Valois s'engagent à soutenir les projets de reconquête. Ils finiront par s'exécuter sans conviction aucune et sans moyens suffisants en envoyant un corps expéditionnaire en Écosse en 1385-1386 sous le commandement de Jean de Vienne, en opérant un débarquement limité sur les côtes galloises en 1405.

Ces efforts ne modifient pas le cours de l'Histoire. En 1416, par la reddition du fils d'Owen Glendowr, tout le Pays de Galles se soumet définitivement¹³. Nous n'avons aucun renseignement sur le sort des Gallois réfugiés en France : les survivants sont-ils restés dans le royaume ? Sont-ils repartis dans leur pays d'origine grâce à une amnistie ? Faut-il, à la limite, poser le problème suivant : l'importance de ces « nationalistes » exilés n'aurait-elle pas été magnifiée localement et hors de proportion par la tradition populaire, la littérature des bardes et l'historiographie romantique¹⁴ ? D'après A.D. Carr, l'intégration des Gallois au Royaume-Uni ne s'est vraiment faite qu'à la fin de la Guerre des Deux Roses avec l'avènement sur le trône anglais d'Henri VII descendant – par un curieux retour des choses – du Gallois Owen Tudor. Depuis le traité d'alliance avec Philippe III le Hardi jusqu'à la bataille décisive de Bosworth en 1485, deux siècles se sont écoulés. Ces migrations galloises n'auraient donc trouvé de solution que dans les îles britanniques et sans l'aide française. En revanche, des Écossais sont restés sur le continent grâce à une offre générale d'hospitalité en 1351 et, après la défaite de Flodden de 1513, à des lettres de naturalité générales¹⁵.

Un autre problème documentaire se pose pour les Génois. A première vue, il y a distorsion entre les apports respectifs des archives ligures et françaises. Parmi les données de

10. Jean Wyn est aussi apparenté à sir Gregory Sais qui appartient, lui, à l'armée anglaise (cf. Carr, *A Welsh knight*, p. 46 et 24). Les liens familiaux ont une importance exceptionnelle chez les Doria. Imperial Doria contribue au ravitaillement de Calais, en 1347, avec six galères qu'il dirige avec Renault, Raymondin, Pascalín Doria et deux autres compatriotes (Ch. de La Roncière, « La marine au siège de Calais », dans *Bibliothèque de l'École des Chartes*, t. LVIII, p. 554-578, à la p. 571).

11. Carr, *Welsh*, p. 36.

12. B. Chevalier, « Les Écossais dans les armées de Charles VII jusqu'à la bataille de Verneuil », dans *Jeanne d'Arc, une époque, un rayonnement*, Paris, 1979, p. 85-94, à la p. 88 ; Br. Ditcham, *Les Écossais en France au temps de Charles VII*, Univ. d'Édimbourg, 1980, thèse de doctorat.

13. Th. Rymer, *Foedera, conventiones, litterae et cujuscumque generis acta publica*, La Haye, 1740, T. IV, 2^e partie, p. 153.

14. Pour une vision nationaliste du problème, voir Th. M. Chotzen, « Yvain de Galles in Alsace-Lorraine and in Switzerland », dans *The Bulletin of the Board of Celtic Studies*, t. IV, 1928, p. 231-240.

15. Arch. nat., JJ 80, n° 621 et J 687, n° 33.

l'étude récente de Nino Calvini sur les *Balestre e balestrieri medioevali in Liguria*¹⁶, certaines intéressent directement les problèmes des migrations.

Ces arbalétriers (*balestrieri*) contribuent en permanence à assurer la défense de Gênes, des forteresses ligures, de la flotte de guerre et de commerce, des colonies lointaines et, par intermittence, celle des puissances et villes alliées¹⁷. L'importance des enjeux est telle que, d'après les textes législatifs consultés, Gênes exercerait un contrôle sur tous les maillons de cette chaîne stratégique. On commencerait à surveiller étroitement l'achat des matières premières. La confection des arbalètes (*balestre*) serait confiée à des *balestari* groupés en un corps de métier censé protéger d'hypothétiques secrets de fabrication. On contrôlerait ensuite leur commercialisation en contingentant les exportations. On encouragerait l'entraînement des arbalétriers par l'aménagement des terrains de tir et l'institution de quatre concours annuels. L'enrôlement des *bandiere* (une vingtaine d'hommes et un connétable) serait, de la même manière, étroitement surveillé¹⁸.

Il s'agirait donc d'une organisation assez étouffante qui pose à l'historien, à défaut de les avoir posés à Nino Calvini, des problèmes. Le premier est de savoir si toute cette réglementation, dont les éléments n'apparaissent que successivement dans le temps, est réellement mise en œuvre. N'est-elle pas surtout destinée à faire monter les enchères ? Elle assure – au moins psychologiquement – la suprématie des Génois dans la fabrication et l'emploi des arbalètes. Malgré leurs errements de Courtrai (1302) et de Crécy (1346), nous constatons que les Ligures continuent à jouir en France et dans toute l'Europe d'une excellente réputation. Est-elle vraiment justifiée, ce qui est la seconde difficulté ? Ces arbalétriers génois sont-ils réellement plus efficaces que leurs confrères pisans, provençaux, catalans ou français ?

Sur un plan général, le recrutement de mercenaires étrangers n'est-il pas aussi lié, dans l'esprit des souverains français, à une guerre qui a d'importantes dimensions psychologiques ? Dès les douzième et treizième siècles, les Brabançons ont, par exemple, une solide réputation « d'aventuriers sanguinaires et pillards »¹⁹. Les Gallois terrorisent également avant même de tuer²⁰. Dans son récit de la bataille de Crécy, Froissart souligne qu'ils égorgent les vaincus au lieu de les mettre à rançon²¹. Après le traité de Brétigny (1360), ces étrangers livrés à eux-mêmes constituent les grandes compagnies dont les exactions répétées renforcent, s'il en était besoin, leur sinistre renommée²².

Examinons maintenant ce qui subsiste des documents français concernant les arbalétriers génois. Ce sont, essentiellement, les pièces originales remises par leurs descendants lors des enquêtes de noblesse du dix-septième siècle et conservées au cabinet des titres de la Bibliothèque Nationale.

Les trois grandes contraintes que Gênes est censée exercer sur les modalités des retenues – durée, munitions, soldes – si elles l'ont été, se sont révélées, dans la pratique, de peu de poids. Un point, en particulier, est déterminant pour l'installation définitive en

16. N. Calvini, *Balestre e balestrieri medioevali in Liguria*, s.l. n.d., mais il s'agit d'une révision de « Contributo alla storia militare del Medioevo in Liguria », paru dans *Rassegna storica della Liguria*, Gênes, 1974, t. I.

17. *Ibid.*, p. 77-108.

18. *Ibid.*, p. 9-55.

19. A. Mens, « De Brabanciones of bloeddorstige en plundeszieke avonturiers (XII-XIII eeuw) », dans *Miscellanea Historica in Honorem Alberti de Meyer*, Louvain-Bruxelles, 1946, t. I, p. 558-570.

20. Carr, *Welshmen*, p. 22-23.

21. Froissart, *Chroniques*, éd. S. Luce, Paris (« Soc. Hist. de France »), t. III, 1872, p. 187.

22. Les échevins de Chartres, par exemple, obtiennent les lettres royaux en janvier 1388 pour « mettre remède au fait des gens d'armes gallois ou autres qui étaient au pays de Chartrain » (E. de Lépinos, *Histoire de Chartres*, Chartres, 1858, t. II, p. 49).

France : c'est la durée des engagements²³. Nombre d'entre eux sont, en réalité, sans limitation de temps. C'est le cas, notamment, pour Jean Rennerot et Jean de Peyranegra, connétables et capitaines de trente-quatre arbalétriers²⁴. Des quittances balisent des carrières de longue durée. Le premier acte concernant Jean Portefin, écuyer, capitaine de vingt-quatre arbalétriers à cheval, est une revue de janvier 1380, mais depuis combien de temps avait-il été recruté ? Trois quittances datées de 1380, 1385 et 1386 appartiennent à son dossier mais sa carrière a pu durer des années encore²⁵. Les pièces originales recueillies représentent ce qui subsiste au bout de deux cent cinquante ans : il manque donc souvent des documents en amont et en aval de chaque biographie évoquée. Cosme Grimaldi, écuyer, capitaine d'arbalétriers, est connu par une quittance délivrée en Normandie l'année 1374 et une montre à Arras onze ans plus tard²⁶. Honoffle Spinart, recruté avec deux connétables et quarante-sept arbalétriers en octobre 1371, est encore présent dans l'armée royale à Gravelines (Nord) dix-neuf ans plus tard²⁷. Une durée identique est mentionnée et prouvée par Jean dit le Nègre de Valence qui réclame sept mille cinq cents francs d'or de gages en 1390²⁸. La durée réelle de leur engagement ne peut plus être trouvée.

Nous savons d'autre part qu'Ayton Doria, engagé pour combattre les Anglais dans la Manche, employait bien, au départ, des armes et des munitions achetées à Gênes²⁹. Peut-on, en revanche, raisonnablement penser qu'au bout de onze ou de dix-neuf ans, ces arbalétriers continuent à se les procurer, sous contrôle gouvernemental, dans leur pays d'origine ? N'ont-ils pas plutôt trouvé des solutions de remplacement plus proches – à Liège peut-être – donc moins onéreuses ? Ces questions restent ouvertes. Elles offrent autant de directions de recherche dans les archives européennes.

L'évolution politique de leur patrie et le rôle du temps passé dans le royaume de France sont donc deux données importantes pour justifier une installation définitive. D'autres facteurs jouent également dont il nous reste maintenant à examiner l'influence sur les mercenaires eux-mêmes, leurs enfants et leurs descendants.

Le problème fondamental de leur rétribution se trouve posé d'emblée. Ces nobles reçoivent d'abord des gages. Ils bénéficient ponctuellement de dons en espèces du roi ou des municipalités. Ils touchent également des rentes viagères : mille livres accordées par Philippe VI de Valois à Charles Grimaldi en 1338, mille cinq cents livres par Charles V à Rainier Grimaldi en 1371³⁰. Avec l'argent du butin, des rançons, on peut acheter des seigneuries en France. Guichart Dauphin, venu du Gapençais, est, en 1391, à la tête de la baronnie de Marmande, des châteaux, villes et châtellenies de Cravant, La Haye, Saint-

23. Pour le rôle du temps dans l'installation définitive de ces migrants voir aussi D. Courtemanche, *Ces hommes venus d'ailleurs. Les brigands à Avignon au XIV^e siècle*, Univ. de Montréal, 1987, mémoire de maîtrise.

24. B.N., P.O. 2461, dossier Rennerot (55358), n° 2.

25. B.N., P.O. 2347, dossier Portefin (52296), n° 2-5. C'est pourquoi il n'y a pas lieu de s'étonner, comme le fait A. Thomas (*art. cit.*, p. 68, voir n. 5), que des Génois soient au service du roi de France en 1417. A cette date, le doge de Gênes et le roi d'Angleterre font bien alliance mais il y a peut-être des années que ces arbalétriers sont au service de Charles VI.

26. B.N., P.O. 1411, dossier Grimault-Grimaud (31844), n° 3 et 17.

27. B.N., P.O. 2725, dossier Spinart (60776), n° 2-10. Polin Spinart – le fils d'Honoffle peut-être – contribue à garder Gravelines en 1398 comme capitaine de dix-neuf arbalétriers (n° 11).

28. B.N., P.O. 2915, dossier de Valence (64811), n° 1 et 13.

29. L. Delisle, *Actes normands de la Chambre des Comptes sous Philippe de Valois (1328-1350)*, Rouen, 1871, p. 224-225 et 227.

30. G. Saige, *Documents historiques antérieurs au quinzième siècle relatifs à la seigneurie de Monaco et à la maison de Grimaldi*, Monaco, t. I, 1905, p. 238 et 462.

Michaut-sur-Loire, La Vauderne et Azay en Touraine³¹. En 1435, Rodrigue de Villandrando, comte de Ribadeo en Castille, paie quinze réaulx d'or la seigneurie du Puy-de-la-Forge dans le Bourbonnais³².

Le souverain français intervient en leur procurant des revenus complémentaires. Il leur accorde des offices dans diverses administrations, des charges à la cour. Le titre le plus prestigieux est celui de connétable de France. Durant la Guerre de Cent Ans, il est porté quatre fois par des étrangers : Charles de Castille, Waleran III de Luxembourg, Charles de Lorraine et Jean Stuart, comte de Buchan³³. Il est vrai que les familles princières européennes se meuvent dans une supra-nationalité qui facilite bien les choses. Le roi concède aussi, par exemple, le monopole commercial du port d'Aigues-Mortes, en 1338 au gibelin Ayton Doria et au guelfe Charles Grimaldi³⁴. Il fait don d'importantes seigneuries comme Concessault et Aubigny-sur-Nère, dans le Berry, aux Stuarts³⁵, ou comme Talmont-sur-Gironde, en 1433, à Rodrigue de Villandrando³⁶. Il impose des mariages comme celui de l'Écossais Thomas Seton avec la vicomtesse de Thouars³⁷ ou celui de Villandrando avec une bâtarde de Bourbon. Le contrat de mariage accorde à la fiancée la châtellenie d'Ussel d'Allier, mille livres de revenus, deux mille écus d'or de dot et un trousseau³⁸.

Lorsque toutes les conditions pour une parfaite intégration semblent réunies – soutien royal, charges éminentes, terres, mariage mixte – le sort s'ingénie pourtant à différencier les destinées. Villandrando et son lieutenant Salazar bénéficient d'avantages similaires. Villandrando est un cadet de la noblesse urbaine castillane mais il a accédé, grâce à ses exploits militaires et chevaleresques, au plus haut niveau de l'aristocratie en étant nommé comte de Ribadeo en 1431. Il est rappelé en Espagne par le roi Juan II et son favori Alvaro de Luna en 1439. Il pense alors revenir en France mais, peu à peu, il resserre ses liens avec son pays natal. Son projet de retour aurait d'ailleurs été entravé par les nouvelles conditions mises par Charles VII à l'enrôlement des capitaines³⁹. Il revient une seule fois en Languedoc mais, dès 1441, il commence à liquider ses avoirs en France. L'année suivante, il y est remplacé dans l'armée, par Salazar. Il laisse dans le royaume le fils qu'il a eu de son premier mariage. Il se remarie avec Juana de Stuñiga, noble castillane. Il meurt en Espagne en 1448, laissant tous ses biens dans la péninsule au fils né de cette seconde union⁴⁰. Salazar, lui, reste en France. Il peut dorénavant y faire carrière dans la mesure même où la défection de Villandrando lui laisse le champ libre. De ses quatre fils, trois adoptent également la vie militaire. Le quatrième, Tristan, le mécène bien connu, devient archevêque de Sens.

31. B.N., P.O. 979, dossier Dauphin (21824), n° 38.

32. Quicherat, *Rodrigue de Villandrando*, p. 257-277.

33. G. Vuatrin, *Étude historique sur le connétable*, Paris, 1905, thèse de droit, p. 129.

34. Ces textes sont publiés par Saige, *op.cit.*, p. 264-267. Devant la protestation des consuls de Montpellier (p. 277-284), ce privilège est révoqué en 1340 (p. 285-291). Voir aussi L.H. Labande, *Les Doria en France, Provence, Avignon et Comtat Venaissin, Ile-de-France et Picardie, études historiques et généalogiques*, Paris 1899, p. 30-32 et G. Jehel, *Aigues-Mortes, un port pour un roi. Les Capétiens et la Méditerranée*, Roanne, 1985, p. 176-177.

35. Louis, marquis de Vogüé, « La Verrerie d'Aubigny, en Berry, histoire d'une terre berrichonne pendant cinq siècles », dans *Cahiers d'archéologie et d'Histoire du Berry*, 1971, nouvelle série, vol. 17, fasc. 4, p. 52-89.

36. Quicherat, *op.cit.*, p. 224, P.J. XII.

37. Chevalier, *Les Écossais dans les armées de Charles VII*, p. 90.

38. Quicherat, *op.cit.*, p. 249, P.J. XXIV ; Ussel d'Allier : Allier, ar. Moulins, c. Chantelle, et voir A. Leguai, *Les ducs de Bourbon pendant la crise monarchique du XV^e siècle. Contribution à l'étude des apanages*, Paris, 1962, p. 155-157. La seigneurie d'Ussel en Bourbonnais ne comptait que six paroisses et un château en mauvais état.

39. *Ordonnances des rois de France*, t. XIII, p. 306.

40. Quicherat, *op.cit.*, p. 172-190.

La faveur royale couvre, en effet, aussi les carrières des enfants de ces étrangers. Certains, comme Étienne, fils du Savoyard Étienne, dit le Gallois de la Baume⁴¹, sont élevés en France. Les rentes viagères deviennent héréditaires. Philippe VI de Valois concède cette transmission à Charles Grimaldi. De son vivant, ce dernier donne sa rente à son fils Rainier et lui en fait aussitôt porter hommage pour plus de sûreté⁴². Pour ces étrangers, le grand problème familial demeure non pas l'acquisition de biens fonciers dans le royaume, qui est tolérée, mais leur transmission ultérieure à leurs héritiers en raison du droit d'aubaine exercé par le souverain. Les seigneuries achetées ou données sont remises aux fils, soit que cette éventualité ait été prévue dès la donation, faite « perpétuellement et aux hoirs mâles en ligne directe », soit qu'elle ait été précisée ultérieurement par des autorisations de tester ou dans les lettres de naturalité. Les créances sont également données aux enfants. Charles de Villandrando, fils du premier lit, reçoit ainsi les droits de son père en Bourbonnais, dont la dot de sa mère qui, près de trente ans après le mariage, n'a toujours pas été versée⁴³.

Les pièces originales remises aux généalogistes à la fin du dix-septième siècle ne concernent que les descendants des familles restées en France pendant deux cent cinquante ans. Elles n'évoquent, bien évidemment, ni les familles retournées dans le pays de leurs ancêtres au bout de quelques générations, ni les branches éteintes durant ce long laps de temps. Elles sont donc très inférieures en nombre à ce qu'on aurait été en droit d'espérer. Elles permettent cependant d'apprécier, par exemple, la parfaite intégration de Jean de Valence. Plus d'un siècle après l'arrivée du Nègre de Valence, son descendant est fauconnier du roi, gentilhomme de l'Hôtel. Il est implanté en Normandie comme grenetier à Gisors, verdier de Longchamps dans la forêt de Lyons⁴⁴. Avant l'extinction de la branche des Stuarts d'Aubigny en 1672, on compte, en neuf générations, onze Stuarts dans le Berry. Leurs liens avec la Grande-Bretagne ont perduré. Les sixième et septième seigneurs d'Aubigny portent le titre de duc de Lennox. Le dernier seigneur d'Aubigny est à la fois duc de Lennox et duc de Richmond⁴⁵. Moins brillant mais plus pittoresque est le destin de Jean Portefin qui est, en 1624, maître-faiseur de pain d'épices à Paris⁴⁶.

* *
*

Les rois de France avaient d'éminentes raisons militaires pour attirer dans le royaume des mercenaires étrangers dont l'efficacité et/ou la réputation – justifiée ou non – contribuaient à semer la déroute dans les rangs ennemis. Ils avaient également d'excellents motifs politiques pour profiter des avantages de certains traités d'alliance ou pour menacer de créer, à moindre frais, des difficultés aux frontières anglaises en entretenant, sur le continent, des opposants exilés qu'ils « réactivaient » périodiquement, selon la formule actuelle, pour gêner le gouvernement de Londres.

42. Saige, *La Seigneurie de Monaco*, P.J. p. 322-327, 398-401, 404-405 ; Labande, *Les Doria en France*, p. 29 et 40-41 pour Antoine Doria, fils de l'amiral Ayton Doria, seigneur de Châteaulin dans le Finistère. Il participa aux guerres bretonnes. Entre autres biens, il possédait un hôtel et plusieurs petites maisons à Paris, dans le vieux cimetière Saint-Jean.

43. Quicherat, *op.cit.*, p. 343, P.J. LXXXIV.

44. B.N., P.O. 2915, dossier de Valence (64811), n° 16-19.

45. Voir E. Cust, *Some account of the Stuarts of Aubigny in France (1422-1672)*, Londres, 1891, généalogie hors-texte.

46. B.N., P.O. 2347, dossier Portefin (52296), n° 7.

Les mercenaires étrangers étaient d'abord mus par des raisons économiques : survivre pour les exilés dont les biens avaient été confisqués, s'enrichir pour les cadets des familles écossaises ou espagnoles dans des proportions que l'opinion publique française de l'époque jugeait parfois scandaleuses. Plus nobles étaient les raisons politiques, le désir de reconquérir des royaumes perdus ou en voie de l'être pour Gallois et Ecossais. Quand les attaches nouvelles créées en France devenaient plus fortes que les liens anciens avec le pays natal, quand les aléas de l'Histoire fermaient la voie du retour, ces étrangers s'installaient définitivement dans le royaume.

Remarque de Ph. CONTAMINE

Vous avez montré quelques-uns des grands problèmes qui se posent avec cette migration des mercenaires en France à la fin du Moyen Age ; vous avez évoqué les Espagnols, vous avez évoqué les Génois, vous avez évoqué les Ecossais, vous avez évoqué enfin les Gallois ; vous avez évoqué Owen de Galles, sa fin tragique. Permettez-moi de signaler, à titre d'anecdote qu'une légende court depuis longtemps dans la famille du Général de Gaulle : il serait descendant d'Owen de Galles.